

UN LIBRARY

DEC 2 1977



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



INSA COLLECT

Distr.  
GENERALE

A/32/8/Add.16  
30 novembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Points 109 et 100 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Dix-septième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et  
budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les incidences administratives et financières des recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale <sup>1/</sup> et des recommandations y relatives présentées par le Secrétaire général (A/C.5/32/51). Le Comité consultatif était saisi des observations du Comité administratif de coordination sur le rapport de la Commission (A/32/362). Le Comité a noté que les recommandations susmentionnées entraînent des incidences administratives et financières dans deux domaines :

- a) Le système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) applicable aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur;
- b) Le barème des traitements des agents des services généraux à Genève.

Système des ajustements (indemnités de poste ou déductions)  
applicable aux administrateurs et fonctionnaires de rang  
supérieur

2. Selon le système actuel, chaque lieu d'affectation passe dans la classe supérieure aux fins des ajustements (en supposant que la parité de la monnaie locale par rapport au dollar reste la même) chaque fois que l'indice local du coût de la vie augmente de 5 points par rapport à la base 100 (actuellement New York, novembre 1973) et se maintient à ce niveau ou à un niveau supérieur durant quatre

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 30 (A/32/30).

mois. Au paragraphe 57 de son rapport, la Commission de la fonction publique internationale recommande de modifier le système des ajustements (indemnités de poste ou déductions), à compter du 1er juillet 1978, de façon que les changements de classe aux fins des ajustements soient fondés sur des mouvements de l'indice de 5 p. 100 au lieu de 5 points. Ayant examiné les propositions de la Commission, le CAC est parvenu à la conclusion que les perfectionnements que la Commission cherchait à apporter au système des ajustements seraient contrebalancés par ses inconvénients (A/32/362, annexe, par. 7). Tant les administrations que le personnel sont d'avis qu'il serait préférable de conserver le système actuel 2/.

3. Le Comité consultatif note que, selon le système proposé par la Commission de la fonction publique internationale, les intervalles séparant les changements de classe des divers lieux d'affectation aux fins des ajustements seraient plus longs qu'ils ne le sont actuellement, surtout dans les lieux d'affectation où l'indemnité de poste est élevée 3/, mais que le montant, en dollars, correspondant à chaque "classe", serait plus élevé. L'effet de cette proposition sur les crédits à prévoir au budget d'un exercice donné dépendrait de plusieurs variables, notamment du pourcentage de hausse du coût de la vie accumulé dans un lieu d'affectation donné au début de l'exercice depuis le dernier changement de classe ainsi que du taux d'inflation.

4. Le Comité a demandé au Secrétaire général des renseignements sur l'effet qu'aurait cette proposition sur les crédits prévus au budget pour New York, Genève et Vienne (en supposant que le taux de change reste stable dans les deux derniers lieux d'affectation) pour l'exercice biennal 1978-1979. Il ressort des chiffres fournis par le Secrétaire général que les crédits nécessaires seraient plus élevés pour 1978 (en partie du fait que le système proposé n'entrerait en vigueur qu'au 1er juillet 1978) et moins élevés pour 1979, ce qui entraînerait une réduction nette de 17 000 dollars des crédits prévus au budget pour l'ensemble de l'exercice biennal. Pour New York, l'effet de cette modification en 1978-1979 serait nul; des crédits supplémentaires seraient probablement nécessaires pour Genève, mais ils seraient largement compensés par les économies prévues à Vienne. Le Comité consultatif a appris que, si le taux d'inflation retenu comme hypothèse restait inchangé, en 1980-1981 les économies réalisées dépasseraient le montant de 17 000 dollars prévu pour 1978-1979.

5. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, si l'Assemblée générale approuvait la recommandation de la Commission, l'effet de cette modification sur le budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979 ne serait pas notable au point de nécessiter la révision des crédits prévus aux divers chapitres. Le Comité n'a aucune raison de contester les conclusions du Secrétaire général, mais il se propose d'examiner la question à ses sessions de l'automne 1978

---

2/ Ibid., par. 50 et 51.

3/ Par exemple, selon le système actuel, lorsqu'un lieu d'affectation est rangé dans la classe 14 (ce qui est le cas de Genève depuis le 1er octobre 1977), il suffit d'une hausse du coût de la vie de 2,94 p. 100 pour qu'il passe dans la classe 15.

et de l'automne 1979 à la lumière de l'évolution de la situation au cours de l'exercice biennal.

Traitements des agents des services généraux à Genève

6. Au paragraphe 1 de la partie I de sa résolution 31/193 B du 22 décembre 1976, l'Assemblée générale a prié "la Commission de la fonction publique internationale de fixer d'urgence, conformément à l'alinéa a) de l'article 11 de son statut, les modalités d'application des principes applicables à la détermination des conditions d'emploi des agents des services généraux en poste à Genève et, suivant ces modalités et en application du paragraphe 1 de l'article 12 de son statut, de faire faire une enquête sur les conditions d'emploi locales à Genève, de faire des recommandations quant au barème des traitements qu'elle jugera approprié dans ces conditions et d'informer l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session, des mesures prises à cet égard".

7. A l'issue de cette enquête 4/, la Commission a recommandé un nouveau barème des traitements nets, à compter du 1er janvier 1978 5/. Comme le Président de la Commission de la fonction publique internationale l'a indiqué à la Cinquième Commission à sa 47ème séance, le 22 novembre 1977, ce barème "représente une réduction moyenne de 17 p. 100 par rapport au barème actuel" (A/C.5/32/50).

8. Au paragraphe 183 de son rapport, après avoir rappelé qu'elle avait pour mandat de "recommander le barème des traitements qui lui semblait approprié", la Commission a indiqué ce qui suit : "Il appartient maintenant aux chefs de secrétariat à qui ses recommandations sont adressées d'arrêter les modalités et les mesures administratives voulues pour assurer l'application dudit barème. La Commission compte néanmoins que des dispositions transitoires appropriées seront prises pour que le nouveau barème entre en vigueur le 1er janvier 1978."

9. A la 48ème séance de la Cinquième Commission, le 22 novembre, le Secrétaire général a informé la Commission que les chefs de secrétariat des institutions qui ont leur siège à Genève et lui-même avaient décidé d'accepter le rapport et ses conclusions et qu'ils avaient l'intention d'appliquer le nouveau barème des traitements recommandé par la Commission à compter du 1er janvier 1978 (A/C.5/32/51). Selon les modalités d'application pour l'Organisation des Nations Unies décrites par le Secrétaire général :

a) A compter du 1er janvier 1978, le nouveau barème sera appliqué à tout le personnel, les fonctionnaires en poste étant classés à cette date, aux

---

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 30 (A/32/30), par. 118 à 170 et annexe III.

5/ Ibid., Annexe III L.

fins du nouveau barème, à la classe et à l'échelon qu'ils occupent dans le cadre du barème actuel;

b) Tous les fonctionnaires en poste recevront une indemnité personnelle temporaire qui, dans chaque cas, sera exactement égale à la différence en francs suisses entre le montant qui aurait été payable à l'intéressé le 1er janvier 1978 en vertu du barème actuel et le montant payable à compter de la même date en vertu du nouveau barème;

c) Si, dans le cadre du nouveau barème, les traitements sont augmentés ultérieurement pour tenir compte de la hausse du coût de la vie, l'indemnité personnelle sera réduite, dans chaque cas, d'un montant équivalant au montant de l'augmentation;

d) Le nouveau barème sera utilisé pour déterminer les augmentations périodiques correspondant à un changement d'échelon et les augmentations découlant d'une promotion. Ces augmentations n'influeront pas sur le montant de l'indemnité temporaire payable aux intéressés.

La situation sera réexaminée à la lumière du prochain rapport de la Commission de la fonction publique internationale sur les traitements des agents des services généraux en poste à Genève, rapport qui devrait être prêt dans le courant de l'année 1980 et qui tiendra compte des résultats d'une enquête qui sera réalisée vers la fin de 1979.

Incidences financières des recommandations du  
Secrétaire général sur le budget-programme pour  
1978-1979

10. Au paragraphe 7 de la partie I de sa résolution 31/193 B, l'Assemblée générale a prié instamment le Secrétaire général, lorsqu'il aurait opéré un relèvement intérimaire approprié des traitements des agents des services généraux au 1er janvier 1977, "de s'abstenir d'opérer de nouveaux relèvements intérimaires et de prendre d'autres engagements quant aux émoluments des agents des services généraux en poste à Genève tant que la Commission de la fonction publique internationale n'aura it pas présenté le rapport et les recommandations...". En conséquence, le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 ne prévoit pas de relèvement des traitements des agents des services généraux en poste à Genève par rapport au barème actuel (qui est entré en vigueur le 1er janvier 1977).

11. L'application, selon les modalités recommandées par le Secrétaire général, du barème réduit recommandé par la Commission de la fonction publique internationale se traduira pas des économies dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979. Pour ce qui est du personnel en poste, compte tenu de l'indemnité temporaire visée au paragraphe 9 ci-dessus, ces économies se limiteront à la différence entre les montants des augmentations périodiques correspondant à un changement d'échelon ou des augmentations découlant d'une promotion qui sont prévus dans le barème actuel et les montants prévus dans le nouveau barème. Dans le cas du personnel nouveau et du personnel engagé pour des périodes de courte durée après le 31 décembre 1977, l'économie réalisée sera nette. Il s'ensuivra également une réduction des cotisations de l'ONU à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

/...

12. A la demande du Comité consultatif, le Secrétaire général a communiqué au Comité des statistiques sur la répartition des agents des services généraux à Genève, par classe et par échelon, une estimation du taux de renouvellement du personnel et une estimation des économies qui pourraient être réalisées en 1978-1979 du fait de l'entrée en vigueur du nouveau barème des traitements. Le Comité a été informé que, des 1 495 agents des services généraux qui sont inscrits sur les états de paie à Genève, 177 sont à l'échelon maximum. La concentration d'agents aux plus hauts échelons de leur classe est la plus forte aux classes auxquelles correspondent les taux de traitement les plus élevés (34 sur 82 à la classe G-7 et 58 sur 189 à la classe G-6). En outre, si le taux de renouvellement du personnel continue à être aussi faible qu'il est actuellement (5 p. 100 par an), presque tous les agents des classes G-7 et G-6 et la grande majorité des agents de la classe G-5 auront atteint l'échelon le plus élevé de leur classe avant quatre ans. Le Secrétaire général calcule que les économies qui seraient réalisées en 1978-1979 s'établissent comme suit :

Dollars E.-U.

Réduction des augmentations périodiques correspondant à un changement d'échelon, selon le nouveau barème des traitements .....	175 000 <u>a/</u>
Application du nouveau barème au personnel nouveau recruté pour remplacer du personnel ayant cessé ses fonctions .....	318 500
Application du nouveau barème au personnel nouveau recruté pour occuper des postes nouveaux .....	20 700
Application d'un nouveau barème (applicable au personnel temporaire) au personnel recruté pour des périodes de courtes durées .....	713 300
Réduction des cotisations de l'ONU à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies .....	102 500
	<u>1 330 000</u>

---

a/ Montant calculé compte tenu du nombre effectif d'agents dans chaque grade.

13. La ventilation par chapitre du total de 1 330 000 dollars indiqué ci-dessus figure dans l'annexe au présent rapport.

/...

Observations du Comité consultatif

14. La Commission de la fonction publique internationale a conclu que les agents des services généraux à Genève reçoivent à l'heure actuelle des émoluments considérablement supérieurs à ceux auxquels ils peuvent prétendre en application du principe des "conditions les plus favorables en vigueur". D'après les renseignements fournis au Comité consultatif, le montant cumulatif net des sommes à verser en 1978 au titre de l'indemnité personnelle temporaire pour les 1 495 agents des services généraux de l'Office des Nations Unies à Genève (dont 1 340 occupent des postes inscrits au budget ordinaire et 155 des postes financés à l'aide de fonds extra-budgétaires) est estimé à près de 11,9 millions de francs suisses (4,7 millions de dollars au taux de 2,51 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis). En d'autres termes, si le barème des traitements recommandé par la Commission pour les agents des services généraux à Genève était appliqué sans qu'il y ait versement d'une indemnité personnelle temporaire, le montant des contributions (mises en recouvrement et volontaires) des Etats Membres pour 1978 pourrait être réduit de 4,7 millions de dollars (dont environ 4,2 millions de dollars pour le financement du budget ordinaire et 500 000 dollars pour la constitution du fonds extra-budgétaire).

15. Avec les modalités d'application des nouvelles procédures décrites par le Secrétaire général (voir plus haut, par. 9), il faudra plusieurs années pour éliminer l'indemnité personnelle temporaire. Si l'on estime à 3 p. 100 par an le taux d'inflation et à 5 p. 100 le taux annuel de renouvellement du personnel, il faudra cinq ou six ans pour éliminer complètement les indemnités personnelles temporaires, dont le coût cumulatif atteindra environ 36 millions de francs suisses (14,4 millions de dollars au taux de 2,51 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis).

16. A ce propos, le Comité consultatif note que les économies mentionnées plus haut au paragraphe 12 ne pourront être réalisées que si des mesures sont prises pour assurer la stricte application du nouveau barème et des dispositions décrites par le Secrétaire général en ce qui concerne l'indemnité personnelle temporaire.

17. Au paragraphe 9 du présent rapport, il est fait mention de la réduction dont l'indemnité personnelle temporaire fera l'objet lorsque, dans le cadre du nouveau barème, les traitements seront augmentés pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Ces dispositions transitoires sont fondées sur le paragraphe 184 du rapport de la Commission de la fonction publique internationale, où l'on dit notamment :

"184. Pour calculer le montant des ajustements à apporter ultérieurement au nouveau barème des traitements, la Commission a estimé que, dans les circonstances actuelles et eu égard à la pratique suivie par la plupart des employeurs de Genève, il serait approprié de suivre le mouvement de l'indice des prix à la consommation à Genève à partir du 1er janvier 1978, sous réserve d'une vérification faite chaque année ou tous les deux ans par comparaison avec le mouvement de l'indice des salaires de l'OFIAMT. Si ce dernier indice faisait apparaître, pour la période considérée, un taux d'accroissement nettement supérieur à celui de l'indice des prix à la consommation, la

/...

Commission verrait alors si un ajustement supplémentaire est justifié. Etant donné l'évolution actuelle des deux indices, la Commission a estimé qu'il suffirait d'accorder une fois par an/c'est le Comité qui souligne/ l'augmentation éventuellement justifiée, conformément à la pratique suivie par la plupart des employeurs extérieurs. Si le besoin s'en faisait sentir, cet arrangement pourrait être revu après deux ou trois ans, ou lorsque la prochaine enquête serait effectuée à Genève..."

Le Comité consultatif est d'avis que le Secrétaire général devrait présenter à l'Assemblée générale, vers la fin de sa trente-troisième session, un rapport sur le mouvement de l'indice des prix à la consommation à Genève en 1978.

18. Il ne faut pas oublier non plus que les économies que l'on peut escompter de l'introduction du nouveau barème ne seront pas pleinement réalisées si l'on ajuste les traitements du personnel temporaire en les alignant sur le traitement correspondant à un échelon plus élevé de la classe considérée qu'on ne le faisait jusqu'ici, ou si l'on nomme les nouveaux fonctionnaires à un échelon supérieur à l'échelon 1.

19. En outre, le Comité consultatif recommande vivement que tous les fonctionnaires nommés à un poste de la catégorie des services généraux d'ici la fin de l'année reçoivent initialement un contrat de courte durée venant à expiration le 31 décembre 1977, afin d'éviter d'augmenter le nombre de fonctionnaires qui, en 1978, pourraient se prévaloir de droits en vertu du barème existant.

/...

## ANNEXE

Estimation établie par le Secrétaire général concernant les économies qui pourraient être réalisées durant l'exercice biennal 1978-1979, du fait de l'application à Genève, à compter du 1er janvier 1978, du barème des traitements des agents des services généraux recommandé par la Commission de la fonction publique internationale

Chapitre	Montants en dollars des Etats-Unis (au taux de 2,51 francs suisses pour 1 dollar)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble .....	5 900
5A. Département des affaires économiques et sociales .....	2 600
6. Commission économique pour l'Europe ...	61 800
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement .....	176 900
14. Contrôle international des drogues ....	15 300
16. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés .....	50 100
17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe .....	10 700
18. Droits de l'homme .....	35 400
21. Information .....	9 200
22 E. Service de vérification intérieure des comptes et d'amélioration de la gestion .....	3 300
G. Services administratifs et financiers (Genève) .....	36 400
H. Division des services généraux (Genève)	228 000
I. Service de recrutement pour l'assistance technique (New York et Genève) .....	3 000
J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales) .....	1 800



ANNEXE (suite)

Chapitre	Montants en dollars des Etats-Unis (au taux de 2,51 francs suisses pour 1 dollar)	
L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun .....	<u>5 600</u>	278 100
23 B. Services des conférences (Genève) .....	652 000	
B. Bibliothèque (Genève) .....	25 600	677 600
25. Contributions du personnel .....		<u>605 000</u>
Total brut		<u>1 928 600</u>
Chapitre premier des recettes : Recettes provenant des contributions du personnel ....		(610 000)
Chapitre 3 des recettes : Activités productrices de recettes .....		<u>11 500</u>
Total net		<u><u>1 330 000</u></u>

-----